

MOUSTAPHA SENE

Doctorant en Science politique

Université Rennes 1

**Inequalities in a context of global recession : perceptions,
framing and politization - Paris 27 Mai 2011**

Les émeutes de la faim et la colère sociale au Sénégal

Introduction

En 2008, le Sénégal connaissait ce que la presse nationale¹ et les médias internationaux² avaient appelé à l'époque « les émeutes de la faim ». Des contestations d'une rare violence sous-tendues par des appels, des messages, des déclarations ou encore des mises en garde de la population à l'endroit du régime de l'alternance³. La particularité de ces événements tenait moins à la *faim en soi*⁴ qu'à l'accumulation de

¹- On pouvait lire dans les différents éditoriaux de la place des titres qui mettaient en exergue l'évènement ; *Walfadjri* « Violente répression de la manifestation de l'ASCOSSEN – Les premières émeutes de la faim au Sénégal », le 31 mars 2008 ; « Les émeutes de la faim : une défaillance de gouvernance », in www.Leral.net ; « Le peuple a faim » in *L'AS*, Avril 2008..... ; mais aussi des slogans, « ventre creux n'a point d'oreille », « les transbordements sauvages du thon tuent les conserveries », « La vie est trop chère – nous allons cadavérer »...

²- Voir « Les émeutes de la faim enflamment l'Afrique » in *Le Matin dz*, 11/04/2008 ; « La FAO et les émeutes de la faim dans le monde », in www.courrierinternational.org ; « Émeutes de la faim », in *Monde diplomatique*, 14 avril 2008 ; « Les émeutes de la faim », in www.lexpress.fr ;

³- L'alternance politique survenue en mars 2000 a plus un sens restreint ou même donne une impression d'inexistence car c'est moins le changement des équipes que celui des programmes et des politiques mis en place pour répondre plus efficacement aux demandes d'une société qui constitue en dernière instance son véritable attestation. Sur la continuité des modes de gestion du pouvoir, voir Mandiaye GAYE, *Le Sénégal sous WADE – Banqueroute, corruption et liberticide*, Dakar, L'Harmattan, mars 2010, pages 45 – 50. HAVARD Jean François, « L'alternance et ses contradictions : de la victoire du *sopi* à la tentation du *nopi* » ? *Gouvernement de l'alternance et liberté d'expression des médias au Sénégal* in *Politique Africaine, Sénégal 2000-2004, l'Alternance et ses contradictions*, N° 96, Décembre 2004, Trimestriel.

⁴- Il faut juste préciser que ce n'est pas en 2008 que le Sénégal est confronté à la gestion d'une crise de la faim ou à la cherté de la vie pour la première fois. Une dégradation de la culture arachidière dans les années 70 avait déjà suscité dans le monde rural un mécontentement, voir CLUB NATION ET DÉVELOPPEMENT, *Contribution à la solution du malaise paysan et une nouvelle approche du développement du Sénégal*, Dakar, 14 juin 1970. En 1975, le pays a connu une grave sécheresse qui a décimé le monde rural surtout, la crise sahélienne 1980-1985, les crises alimentaires des années 90 qui

problèmes sociaux, émanant de plusieurs secteurs et différents niveaux qui résultent en dernière instance sur des politiques et des sphères de décision qui s'imposent aux populations sénégalaises. Au-delà du besoin alimentaire, il y a ici et là des disparités et des frustrations sociales que les émeutes ont contribuées à révéler à travers un cadre d'expression explicite, l'espace public⁵. Outre cependant les protestations multiformes observées, on peut s'interroger sur l'absence de manifestation de certains pans de la société dont les conditions de vie ne sont guère meilleures. Un constat qui conduit d'emblée à faire une mise au point sur les facteurs qui expliquent la faim et partant la colère sociale en tant que processus et système caractérisant le Sénégal d'aujourd'hui. En effet, le développement de la mondialisation néolibérale a accentué les inégalités Nord/Sud, mais elle a aussi creusé des écarts plus profonds entre pays du Sud⁶ ou populations d'un même État. Un dernier scénario qui constitue la réalité du Sénégal présentement même si l'observation et l'analyse des questions d'inégalité sociale dans ce pays ne sauraient se restreindre à la seule dimension de la globalisation économique. Le mode de gestion des affaires publiques et l'autoritarisme du régime politique en place sont plus qu'engagés dans la situation de précarité que confrontent les sénégalais pour la grande majorité. Des défaillances dans la mise en place des politiques publiques et un manque de vision dans la gouvernance ont fortement participé à bouleverser les acquis sociaux.

n'ont pas d'ailleurs cessé d'augmenter depuis de même que la dévaluation du FCFA en 1994 avait également fait descendre les populations dans la rue.

⁵- L'espace public se caractérise par une certaine dimension de la publicité, c'est-à-dire un « processus au cours duquel le public constitué d'individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'État », in HABERMAS Jürgen, 1997, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Editions Critique de la politique Payot. Et pour ARENDT Hannah l'espace public est non seulement le lieu de la confrontation des idées mais c'est une place où se forge et fonctionne une démocratie, *La Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Liberté de l'esprit », 1961. Et cette expression critique contre l'autorité politique peut dépasser ses formes conventionnelles pour se représenter autrement.

⁶- PERROT Sandrine et MALAQUAIS Dominique, « Penser l'Afrique à l'aune des globalisations émergentes », in *Politique Africaine*, Sommaire Dossier, *Afrique, la globalisation par les Suds*, N°113, mars 2009. Les auteurs y décrivent comment la pénétration chinoise dans le continent est productrice de nouvelles dynamiques tournées souvent vers la résistance. Plus précisément pour le cas du Sénégal, voir Sylvie BREDELOUP et Brigitte BERTONCELLO, « La migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou "sanglot de l'homme noir" ? », *Afrique contemporaine*, vol. 2, n° 218, 2006, p. 199-224.

Les réactions observées à travers ces émeutes, les *stratégies de survie*⁷ mises en place par ici face à l'injustice, le développement d'alternatives d'existence sociale⁸ par là, la récupération des masses populaires par d'autres champs et l'émergence de nouveaux militantismes observés à travers une lecture globale des interactions avec les pouvoirs publics décèlent des modes d'investissement à la fois hétéroclites et renouvelés. Autrement dit, par l'entremise de la persistance des inégalités, il s'agit de mettre en lumière les véritables raisons de l'engagement des acteurs et les multiples formes d'expression qui peuvent les accompagner. Cette étude est une opportunité de vérifier comment le fait de s'engager actuellement au Sénégal se base à la fois sur des considérations matérielles d'une part et sur un militantisme moral⁹ d'autre part. Deux justifications divergentes qui reposent sur des expressions tantôt classiques tantôt évolutives.

En revisitant l'approche théorique de Mancur OLSON¹⁰, l'analyse procédera à un diagnostic des intérêts et des rétributions qui poussent les individus à s'investir dans des actions concrètes. La rationalité de leur comportement mise en avant vient corrélérer les raisons qui les incitent à défendre à travers les émeutes et au-delà leurs causes. Et dans un autre registre, celui de la morale, on montrera comment certains *nouveaux militantismes* commencent à prendre une place déterminante dans l'espace public. Cette nouvelle dimension de l'engagement dépasse le cadre de la conscience pour s'étendre dans le domaine du vécu et de l'expérience des individus, « *La propension à la morale ne reflète donc pas simplement des normes et des croyances qui guideraient inflexiblement les choix d'action mais procède plutôt d'un travail continu d'interprétation du passé et*

⁷ - BAYART Jean François, *L'État en Afrique – La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

⁸ - L'expression « alternatives d'existence sociale » s'entend ici par la recherche d'une situation aussi meilleure que celle des *produits ordinaires* du système. Ces choix dépassent les *stratégies de survie* pour conduire les acteurs à des voies de réussite durable dont l'objectif principal est la reconnaissance sociale.

⁹ - L'expression *militantisme moral* a été utilisée dans les années 80 par Emmanuel REYNAUD dans son analyse des manifestations dans la société française mais surtout de leurs causes, « Le militantisme moral » in *La sagesse et le désordre - France 1980*, (dir) de Henry MENDRAS, NRF éditions Gallimard, Mayenne, Juillet 1984, page 271.

¹⁰ - OLSON Mancur, *The logic of collective action – Public goods and the theory of groups*, Cambridge – Massachusetts, Harvard University Press, 1965, 143-148. En France, cette approche théorique est plus connue sous le nom d'individualisme méthodologique, voir BOUDON Raymond, *Effets pervers et Ordre social*, Paris, PUF, 1977 (en poche : Quadrige, 1993). *La Logique du social*, Paris, Hachette, 1979 (en poche : Hachette, Pluriel, 1983). Ces deux ouvrages sont fondamentaux dans la compréhension de sa conception de « l'individu rationnel ».

d'ajustement à la situation présente »¹¹. Par ailleurs, les évènements de mars 2008 constituent une plate forme pour donner un aperçu de la situation politique dans ce pays considéré comme une démocratie¹² en Afrique. Mais avant d'en arriver là, commençons par mettre en exergue les paramètres qui sont au fondement des inégalités dans la société sénégalaise présentement.

I – Le Sénégal d'aujourd'hui : entre exigences de la mondialisation et défis de la bonne gouvernance

Le phénomène de la mondialisation a débuté beaucoup plus longtemps que ce que certaines analyses décrivent mais son accentuation à partir des années 80 va contribuer à renforcer les disparités déjà existantes. Ses logiques et ses processus s'imposent aux pays les plus pauvres et finissent par envahir leurs capacités de résistance. Une situation qui caractérise le Sénégal par des mutations forcées et des marginalisations (A) que les politiques mises en place ne parviennent pas encore à endiguer (B).

A – L'impact de la globalisation économique : mutations et marginalisations

Pendant longtemps l'approche réaliste¹³ a mis en avant le rôle éminemment central de l'État dans les relations internationales. Mais l'émergence et le poids des

¹¹- AGRIKOLIANSKY Éric, *Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la ligue des droits de l'homme dans les années 1980*. Revue française de science politique, 2001/1-2 (Vol.51) –Presses de Sciences Po. Cette notion de la morale dans l'engagement des acteurs a été analysée par Annie COLLOVALD, (dir), *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers Monde*, Rennes, PUR, 2002.

¹²- L'historicité de la construction politique au Sénégal est très ancienne comparaison faite avec le reste de l'Afrique Occidentale. Un passé qui joue dans la « démocratie sénégalaise », voir JOHNSON G. Wesley, *Naissance du Sénégal contemporain, aux origines de la vie politique moderne (1900 – 1920)*, Préface Marc Michel, France, publié avec le concours du CNRS et du CNL, Éditions Karthala, juin 1991 ; GUEYE Lamine, *Étapes et perspectives de l'Union française*, Paris, 1952 ; ROCHE Christian, *Le Sénégal à la conquête de son indépendance 1939-1960*, Karthala, Collection dirigée par Jean COPANS, Hommes et Sociétés, Mai 2001, pages 43-44 ; DIOUF Mamadou, *Histoire du Sénégal – Le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Éditions Maisonneuve & Larose, 2001, page 203 ; Aminata DIAW, « La démocratie des lettrés », in Momar Coumba DIOP (dir), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar/Paris, CODESRIA/Karthala, 1992, pages 299-329 ; Christian COULON, « La tradition démocratique au Sénégal – Histoires d'un mythe », in Christophe JAFFRELOT (dir), *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Éditions Karthala, pages 67 – 92.

¹³- WEBER Max, *Économie et société*, 1959 ; ARON Raymond, *Paix et Guerre entre les nations*, 6^{ième} édition revue et corrigée, Paris, Calmann-Lévy, 1962 ; HOFFMANN Stanley « Raymond Aron et la théorie

acteurs transnationaux ont donné lieu à de nouvelles perspectives théoriques dont Suzanne STRANGE¹⁴ constitue l'une des plus grandes conceptrices. Cette dernière lecture permet de mieux rendre compte de l'effet de la mondialisation dans les pays du Sud, particulièrement ceux d'Afrique qui peinent le plus à intégrer ce nouveau *système – monde*. Et c'est à ce niveau que les « émeutes de la faim » qui ont bouleversé plusieurs pays dont le Sénégal en 2008, paraissent importantes dans la compréhension de l'impact de la globalisation sur les petites économies africaines.

Quatre principaux facteurs peuvent être relevés pour mieux éclairer les conséquences au Sénégal et plus généralement dans la majorité des pays du Sahel. D'abord l'archéologie et le fonctionnement des institutions internationales ne participent pas à sortir le Sénégal de sa situation de pays pauvre¹⁵. Joseph STIGLITZ notait déjà que « le FMI est prêt à fournir des milliards pour renflouer les banques occidentales, mais quand il s'agit de sommes bien plus modestes pour aider les pays pauvres il n'y a plus d'argent »¹⁶. À cela s'ajoutent des instruments visant à aider les pays en voie de développement – le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), l'initiative pour Pays Pauvre Très Endettés (PPTE) ou encore les Crédits de soutien à la réduction de la pauvreté (*PRSC en anglais pour la Banque Mondiale*) et la Facilité de réduction de la pauvreté et de croissance (*PRGF en anglais pour le FMI*) – qui s'avèrent être des formes de *protectorat* des pays concernés¹⁷.

des relations internationales », *Politique étrangère* 4/2006 (Hiver), pages. 723-734. MORGENTHAU Hans, « Une théorie réaliste de la politique internationale. », in Philippe BRAILLARD, *Théories des relations internationales*, PUF, 1977 ; WANG Jisi, « Conflit de civilisations : fondement théorique et significations pratiques. Partie 2 », *Cultures & Conflits*, 19-20, 2003,

¹⁴- STRANGE Suzanne, « Toward a theory of transnational empire » in *Global Changes and theoretical challenges*, Lexing book, 1989 ; SMOUTS Marie Claude et BADIE Bertrand, *Le retournement du monde – Sociologie de la scène internationale*, 3^{ième} édition, Presses de Sciences Po, 1999 ; ROSENAU James, *Turbulence in world politics – A theory of change and continuity*, Princeton University Press, 1990.

¹⁵- Au-delà de la différence de statut, il y a une émergence de concepts non contrôlés, non définis objectivement pour caractériser ces États du Sud. Ainsi, on retrouve les expressions de « pays pauvres », « pays sous développés », « pays les moins avancés », « pays pauvres très endettés », « pays intermédiaires », « pays en voie de développement »...D'où la nécessité de s'entendre sur un minimum de base pour déterminer la qualification d'un pays.

¹⁶- STIGLITZ Joseph. E, *Quand le capitalisme perd la tête*, éd WW. Norton New York, traduit de l'anglais par Paul CHEMLA, éd Fayard, Paris, 2005, page 375. Voir aussi Zaki LAÏDI *La grande perturbation*, éd Flammarion, Paris, Février 2004.

¹⁷- CLING Jean Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François, « La Banque Mondiale et la lutte contre la pauvreté : Tout changer pour que tout reste pareil », in *Magazine Débat – IRD*.

Puis les réglementations au sein de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) renferment en elles des dispositions qui étouffent dans le commerce mondial, les pays sous développés dont les économies reposent en général sur l'agriculture. Il s'agit entre autres de l'épineuse question des subventions agricoles que les États comme le Sénégal ne peuvent pas garantir à un certain niveau à ses producteurs qui se retrouvent dans une compétition inégale¹⁸. Leur impossibilité à vendre sur le marché mondial finit par les pousser vers la diminution ou l'abandon de leur production devant leur incapacité à vivre de la force de leur travail. Ainsi, la faim peut se renforcer davantage, d'autant plus qu'il n'y a pas de politique agricole¹⁹.

Ensuite le poids économique considérable des gros ensembles du Nord tels que l'Union Européenne et les États-Unis ou encore des puissances en devenir du Sud telles que la Chine, l'Inde... contribuent à monopoliser l'essentiel des échanges mondiaux par une imposition des règles du jeu économique²⁰. Aujourd'hui, l'Afrique pèse moins de 5% du commerce mondial. Et enfin l'inadaptation des structures sénégalaises de production à l'économie de marché sous-tendue elle-même par un néolibéralisme extrêmement dur est en dernier ressort une dimension déterminante des conséquences sur

¹⁸- Au fond cette situation du marché international renseigne sur l'idéologie et la nature du libéralisme parce que dans cette approche théorique dominante aujourd'hui, le marché est dépourvu d'idée de justice sociale. Voir à cet effet Jean BAUDOUIN *Les idées politiques contemporaines*, PUR Rennes, Seuil, Septembre 2002, page 102. Mais cette inégalité peut également être amputée aux pays du Sud en ce sens que certains de leurs représentants peuvent souvent méconnaître la teneur de certains dossiers, où sont incapables de réagir individuellement face au front des États développés, ou encore sont simplement absents, voir Dominique NJINKEU *L'Afrique et les défis de l'OMC*, éd Karthala, Paris, 2004. Voir aussi Gaye DAFPE pour qui « trois principaux facteurs expliquent les difficultés de réintégration du commerce mondial par le Sénégal : le manque de diversification séculaire des exportations, l'orientation géographique des échanges et la faible capacité du pays à influencer l'évolution des cours mondiaux », in « La difficile réinsertion du Sénégal dans le commerce mondial », in *Le Sénégal entre le local et le global* dirigé par Momar Coumba DIOP, éd Karthala, Paris, Septembre 2002, page 74.

¹⁹- À la suite des émeutes de la faim, le pouvoir a mis subitement en place les Plans Retour Vers l'Agriculture (REVA) et la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'abondance (GOANA), mais ce que l'on omet de dire c'est que le Sénégal a certes une loi d'orientation agricole mais il n'a pas de politique agricole. Ces plans annoncés pour répondre à la situation alimentaire ne sont pas des politiques pensées dans le fond avec des aspirations majeures d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de faire face à la mondialisation sur le long terme.

²⁰- Fédération Internationale des Ligues de droits de l'homme (FIDH), « Les Accords de partenariat économique APE et les droits de l'homme », in www.fidh.org ; pour approfondir la question voir Jean ZIEGLER, Rapport 2006 du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, 16 mars 2006, E/CN.4/2006/44 ; Voir aussi : FIDH, *Mexico, The North American Free Trade Agreement (NAFTA): Effects on Human Rights, Violations of Labour Rights*, fact-finding Mission, n°448/2, avril 2006 ; Joseph E. STIGLITZ *La grande désillusion*, traduit de l'anglais par Paul CHEMLA, éd Fayard, France, 2002. Voir aussi JENNAR Raoul Marc « Ces accords que Bruxelles impose à l'Afrique », in *Le Monde Diplomatique*, Février 2005, page 10.

le tissu social. De nos jours, la compétition économique exige à la fois des mécanismes et des installations modernes qui s'attèlent à intégrer avec rapidité et efficacité le cours des échanges.

Ces différents facteurs secrètent des mutations profondes et des marginalisations de toutes natures dans les sociétés au Sud du Sahara. Au delà de l'exclusion programmée de l'Afrique²¹ dans la mondialisation, désormais la pauvreté s'est déplacée à une vitesse exponentielle du monde rural pour s'installer dans les villes au Sénégal. Les denrées de première nécessité ne sont plus à la portée de la classe moyenne²² parce que largement importées, le pouvoir d'achat a considérablement dégringolé, les conditions minimum de vie (électricité, eau, logement abordable..) et les fonctions régaliennes ne peuvent plus être garanties par l'État²³. Alors les émeutes de la faim sont plus l'expression d'une « incapacité des ménages urbains à se nourrir »²⁴, bref à vivre convenablement. La paupérisation des grands centres et particulièrement de la capitale Dakar se renforce chaque année à cause de la concentration de plus en plus dense des populations. Une évolution croissante du taux de chômage surtout chez les jeunes diplômés crée progressivement de la frustration sociale. Il ne s'agit plus seulement de se battre dans un système éducatif public très sélectif ou privé trop cher afin d'avoir des diplômes pour trouver un emploi, moins d'accumuler des expériences précaires de stage ou de travail pour accéder à la stabilité. À cela s'ajoute une structuration de la société sénégalaise qui laisse une place considérable à la solidarité, un frein désormais pour celles et ceux qui ont la chance de réussir. La dimension de l'hospitalité se perd à l'horizon, la nouvelle architecture du type appartement qui domine lentement l'urbanisme et l'essor d'un

²¹- On fait référence aux ouvrages de Samir AMIN *Afrique. Exclusion programmée ou renaissance*, France, Maisonneuve & Larose, 2005 et Makhtar DIOUF *L'Afrique dans la mondialisation*, éd Harmattan, France, Septembre 2003, page 163 où l'auteur note « dans le groupe du tiers monde, les *insiders*, les parties les plus prenantes dans la mondialisation, sont d'abord les pays d'Asie et ceux d'Amérique Latine dans une moindre mesure. Les *outsiders*, c'est-à-dire les exclus, sont les pays d'Afrique, du fait de leur faible participation dans les relations économiques et financières internationales ».

²²- Avant on pouvait bien parler au Sénégal d'une classe moyenne mais la progression fulgurante du capitalisme dans ce pays continue de creuser des écarts jusqu'à ce que la terminologie ne soit plus aussi pertinente. Mais cette situation n'est pas seulement valable au Sénégal. Voir l'ouvrage de Nicos POULANTZAS, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974.

²³- COHEN Samy, *La résistance des Etats, les démocraties face à la mondialisation*, Seuil, Paris, Septembre 2003, page 14.

²⁴- JANIN Pierre, « Les émeutes de la faim : une lecture (géo-politique) du changement (social) », *Politique étrangère*, n° 2009-2, 2009, pages 251-263

nouvel individualisme finissent par distendre les liens sociaux²⁵ par l'impossibilité d'accueillir ses proches chez soi, en ville. La conjoncture économique produit de nouveaux reflexes et des formes de cohabitation qui se présentent comme le résultat des meilleurs mécanismes d'adaptation aux situations présentes. Autant de changements en profondeur que la société subit et génère elle-même. Une bonne opportunité de lire la réponse du pouvoir politique en place.

B – État et société : de la gouvernance dépassée à la politisation de domination

Face aux multiples besoins des populations et à l'accroissement des inégalités, le régime de l'alternance ne s'est pas démarqué. Dans un élan de continuité des mêmes modes de gouvernance passée, la rupture du contrat social avec ses dépendants²⁶ s'est plus qu'avérée. On pourrait convenir avec Olayiwola ERINOSHO que « *l'échec des gouvernements africains en matière de protection sociale a sans doute affaibli leur crédit et leur légitimité politique aux yeux des populations locales* »²⁷. Cette faillite des politiques conduisent à analyser le mode de gestion actuelle du pays.

D'abord, il y a au Sénégal présentement un environnement institutionnel sous tendu par un système de corruption²⁸ organisé qui paralyse la redistribution équitable des richesses nationales par une instauration de politiques viables au profit des populations. Cette représentation de la sphère politique démontre parallèlement comment les acteurs sont beaucoup moins portés par des idéaux ou des convictions dont les seuls buts sont de servir la nation plutôt que leur propre intérêt. On entre et on demeure en politique par les profits matériels que cela confère. Une dimension ancrée de la politique africaine et du système sénégalais qui construit des politiciens et non des professionnels venus faire de

²⁵- MBODJ Mamadou, « Le Sénégal entre ruptures et mutations : citoyennetés en construction », in *Le Sénégal contemporain* dirigé par Momar Coumba DIOP, Karthala, Paris, mars 2002.

²⁶- SIMÉANT Johanna, « "Économie morale" et action collective dans les Afriques. Valeur heuristique et usages d'un concept », *Communication au Colloque Lutter dans les Afriques*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 22-23 janvier 2010.

²⁷- ERINOSHO Olayiwola, *African welfare systems in perspective*, in *Revue internationale des sciences sociales*, Paris, Juin 1994.

²⁸- BLUNDO Giorgio, « DESSUS-DE-TABLE - La corruption quotidienne dans la passation des marchés publics », in *Politique africaine*, N°83, Octobre 2001. Si cette sphère est la plus poussée, la corruption est une donnée de la politique sénégalaise qui s'érige en règle avec une finalité d'accaparement et de pérennisation au pouvoir.

la politique. Ce corps dirigeant s'inscrit ainsi dans une posture de consolidation du patrimonialisme²⁹. Il en résulte un manque de visibilité et de planification de la gestion de l'État. Dès lors, les politiques publiques et les projets de société n'ont pas une visée sur le long terme, le Sénégal évolue sous la gouvernance de l'improvisation sous-tendue par une cacophonie politique. Les actions posées sont spontanées, unilatérales, impensées et tendent à amoindrir ou à arrêter pour une période de gros défis qui nécessitent une réflexion globale de fond dans une perspective de mise en place de solutions définitives. C'est la politique de *l'immobilisme qui se révèle dans le tarissement de l'imagination politique*³⁰. La perpétuité d'une telle forme de gestion amène à penser que la notion de responsabilité des acteurs face à leur choix n'a pas une portée significative³¹.

Cette forme de gouvernance dépassée se prolonge dans les administrations publiques, « *non seulement les structures et les modes d'intervention sont dépassés, mais également les objectifs, les méthodes de travail et l'attitude des agents vis-à-vis des usagers méritent d'être revus* »³². Sans omettre l'instabilité chronique de l'appareil gouvernemental qui freine l'efficacité de l'action politique tout en décourageant les investisseurs, « *avant d'appeler au Sénégal pour parler à un ministre ou lui envoyer un courrier, l'on est obligé de se renseigner sur sa présence ou non dans le gouvernement, celle dudit ministère dans l'architecture gouvernementale, l'intitulé du ministère, etc....*

²⁹- MEDARD Jean François (dir), *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Paris, Éditions Karthala, 1991, page 330. L'auteur y décrit le patrimonialisme comme « le commun dénominateur de pratiques diverses si caractéristiques de la vie politique africaine, à savoir le népotisme, le clanisme, le tribalisme, le régionalisme, le clientélisme, le copinage, le patronage, le prébendalisme, la corruption, la prédation, le factionnisme etc, qu'elles soient fondées sur l'échange social ou sur l'échange économique ».

³⁰- DIAW Moussa, « La politique n'est plus ce qu'elle était », in le journal *Walfadjri - L'Aurore*, Dakar, 18 Mai 2010.

³¹- La notion de *responsabilité* dans la gestion des affaires publiques peut bien être posée en ce sens que les contrôles, les évaluations ou encore les audits qui sont faits sont très discriminatoires. Ils n'ont pas un but de transparence, celui de contribuer à rendre linéaire la gouvernance mais sont plutôt instrumentalisés à des fins politiques. Juste après l'alternance, les ténors du Parti Socialiste, perdants des élections et dont la gestion des deniers publics a été gabégique, ont été contraints à rejoindre les rangs du Parti Démocratique Sénégalais ou ont été trainés devant la justice et parfois emprisonnés. Une façon de gouverner qui laisse la place à l'impunité et au clientélisme.

³²- LÔ Moubarak, « La gouvernance et l'efficacité des administrations publiques en Afrique subsaharienne », in GRÉGOIRE Luc – Joël, KANE Abdoulaye Racine, KACOU Alberic (dir), *L'Afrique et les défis de la gouvernance*, France, Maisonneuve & Larose, 2008, page 309.

Une prudence révélatrice d'un manque de lisibilité institutionnelle qui dérouté même les plus fins observateurs de l'évolution gouvernementale au Sénégal »³³.

Depuis 1964, ce pays est doté d'une loi sur la décentralisation, sans compter l'arsenal juridique qui a suivi, mais en 2011, il faut constater qu'elle relève plus de la théorie. Dakar, la capitale étouffe sur les plans démographique, économique, culturel, social et politique. Il y a un délaissement continu des régions, une négligence de leurs potentialités non exploitées qui n'est rien devant l'oubli du monde rural. Cette forte centralisation de la gouvernance est d'un autre temps et participe à marginaliser les populations qui vivent dans les régions sans répondre aux exigences des citoyens. De quoi développer des stratégies de domination pour se pérenniser au pouvoir ou garder une place respectable dans la société.

Lorsque les acteurs politiques ne parviennent pas à répondre aux attentes des populations, ni trouver des alternatives, ils ne démissionnent pas au Sénégal, c'est loin de leur culture politique. On cherche plutôt à dominer la population par la perpétuation des avantages de la réussite politique. Cela passe par une forme de clientélisme³⁴ poussé qui tend à publiciser ses biens, à valoriser sa position socialement politique ou encore à favoriser ses proches ainsi que ses collaborateurs afin de mieux asseoir une légitimité inexistante, une suprématie personnelle et non de l'institution représentée, c'est ce que le politiste français Jean François BAYART appelle la *politique du ventre*. Une *culture matérielle du succès*³⁵ et des pratiques que se sont réappropriées certaines populations qui ont accès aux ressources à travers « *leurs pratiques culturelles, leurs codes éthiques et leurs modes de consommation ostentatoires, ils sont porteurs d'un ethos et de nouveaux styles de vie qui traduisent une évolution notable des régimes de subjectivité* »³⁶. La politique de domination constitue également un instrument pour contrôler les sphères de pouvoir (économie, médias, culture..) qui ne seraient pas acquis

³³ - ANNE Ibrahima, « Effets d'une instabilité gouvernementale chronique : les bailleurs de fonds en mal de repères » in *Wal Fadjri*, Dakar, Juin 2010.

³⁴ - BAYART Jean François, *op cit*.

³⁵ - BANÉGAS Richard et WARNIER Jean-Pierre, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n°82, 2001, pages 5-21. Les auteurs utilisent cette expression de Michael. J. ROWLANDS pour désigner que « la réussite se matérialise dans la plupart des sociétés africaines par des mises en objets emblématiques (les «v»: villa, voiture, vidéo, virement) médiatisées par l'argent », voir Michael. J. ROWLANDS, « The consumption of an african modernity », in M. J. Arnoldi, C. M. Geary et K. L. Hardin (eds), *African Material Culture*, Bloomington, Indiana University Press, 1996, pp. 188-213.

³⁶ - BANÉGAS Richard et WARNIER Jean-Pierre, *op cit*.

au régime. Et c'est à ce niveau que l'autoritarisme du régime en place démontre sa capacité à déstabiliser³⁷ dans la mesure où il y a, en plus des facteurs traditionnels comme le verrouillage institutionnel ou la répression, une dimension latente mais très forte d'étouffement de tout ce qui contribue à gêner le régime.

Par ailleurs, il y a aussi des abus et des dérives dans l'utilisation de ce que Max WEBER appelle la violence légitime. Les journalistes, les opposants politiques, les étudiants, les banlieusards pour ne citer que ceux là en ont fait les frais par le canal des manifestations dont les expressions et les sous-expressions rendent compte de nouvelles données de l'engagement.

II – Les émeutes de la faim : des expressions multiformes de la colère sociale

Les émeutes de 2008 peuvent faire l'objet d'une double lecture. D'une part la mise en scène du mécontentement social à travers la rue, lieu de vie (A) et d'autre part le développement « d'alternatives d'existence sociale » (B) qui expliquerait la non généralisation de la manifestation.

A – L'appropriation de la rue comme cadre d'extériorisation de la frustration sociale

La liberté de manifester est garantie par la Constitution de la République du Sénégal³⁸ mais son application est devenue sous le régime de l'alternance un pouvoir hautement discrétionnaire détenu par les autorités qui, sous le vocable ordre public³⁹,

³⁷- Il faut observer ici quelques situations comme celle de l'entrepreneur Bara TALL dans les chantiers de Thiès où la société s'est mobilisée pour défendre une personne face à la puissance de l'État. Heureusement la justice sénégalaise sort grandie de cette affaire. Voir Diokina DIA « Combat contre l'injustice envers Bara Tall / La classe politique s'invite à la marche du 16 Mars prochain », in *Le Peuple*, 12/03/2011. De même que les sommations à l'endroit de Sidy Lamine NIASSE dans son ambition de marcher le 19 avril pour marquer les difficultés des sénégalais constitue une autre illustration. Il y a une forme de persécution subtile que l'appareil étatique use pour asseoir sa domination.

³⁸- Constitution du Sénégal Janvier 2001. Titre II : Des libertés publiques et de la personne humaine, des droits économiques et sociaux et des droits collectifs, Article 8.

³⁹- DIOP Alioune Badara, « Espace électoral et violence au Sénégal (1983-1993): L'Ordre public otage des urnes » (Résumé), in *Afrique et Développement*, Vol. XXVI, N° 1&2 Publication: 2001. L'auteur démontre comment l'ordre public est instrumentalisé à travers les élections surtout, mais aujourd'hui on peut observer qu'il est devenu, une banalité permanente qui participe à garantir la survie des dirigeants.

attribuent des autorisations ou non. Comme la règle dans les préfectures est de refuser ces dites demandes, alors la *désobéissance civile* ou « *must* des pratiques militantes »⁴⁰ par la voie de l'affrontement devient incontournable. Désormais la rue est la place prisée pour se faire entendre. Des franchises universitaires violées⁴¹, des lacrymogènes qui rentrent dans l'espace de l'Église⁴² à l'espace rue, la porosité des frontières entre le domaine privé et la sphère publique n'a jamais été aussi réelle. L'absence de dialogue social et politique sur des questions qui interpellent le vécu quotidien donne à la rue une dimension déterminante dans la manière d'extérioriser les inégalités sociales. Patauger pendant des années dans les inondations⁴³ par manque de politique d'assainissement mais aussi parce qu'on demeure dans la banlieue peut se révéler dévalorisant. Se voir déguerpier des centres urbains du fait de la désorganisation du secteur informel dominé par les marchands ambulants peut provoquer des émeutes plus profondes que celles de la faim⁴⁴. Ne pas pouvoir travailler ou vivre parce que l'électricité coupe non seulement mais surtout pour les quartiers les plus modestes⁴⁵ peut remettre à flot ces inégalités qui justifient comment « l'alternance est sans alternative »⁴⁶, et comment ce qu'on appelle la « démocratie » au Sénégal est vulnérable en ce sens qu'elle « n'existe et n'est forte que si

⁴⁰- JEANNEAU Laurent, LERNOULD Sébastien, *Les nouveaux militants*, Paris, Les Petits **matins**, 2008, page 71.

⁴¹- Toujours est-il nécessaire de rappeler que la violation des franchises universitaires peut être observée à différents moments. D'abord en 1988, l'Université Cheikh Anta DIOP (UCAD) avait connu une rare violence par l'envahissement des forces de l'ordre. Cela s'est souvent répété, et tout récemment en 2010, l'Université Gaston BERGER (UGB) de Saint Louis a connu une pareille situation.

⁴²- SARR Jacques Ngor, « PROFANATION DE L'ÉGLISE PAR LES FORCES DE L'ORDRE: Après constats d'huissier, le Cardinal Théodore Adrien SARR purifie les lieux avec de l'eau bénite », in *L'Observateur*, 03/01/2010.

⁴³- SECK Cheikh Yérim, « Sénégal : les inondations de trop », in *Jeune Afrique*, 11/09/2009.

⁴⁴- Voir « Le Sénégal : une selon », in *L'Express*, 22 novembre 2007. Dans ce numéro, une revue de la presse sénégalaise y est faite sur la violence opposant les marchands ambulants du secteur informel et les forces de l'ordre ; comment Dakar la capitale a été saccagée, « Plus qu'un avertissement », assurait *Le Matin*, « la bombe sociale a tonné hier ». « Comment peut-on soustraire à quelqu'un son gagne-pain sans au préalable lui donner une alternative plausible ». Et selon *Le Quotidien*, « le contexte social est tel que les populations traînent avec elles des urgences de survie à satisfaire ». « Face à cela, le pouvoir ne peut à la fois 'judiciariser' l'immigration clandestine, traquer les vendeurs à la sauvette (...) et espérer gouverner dans la tranquillité »...

⁴⁵- Voir, DIOP Seyni, « Émeutes contre les coupures d'électricité : Dakar tente de s'immoler par le feu », in *Walfadjri*, 20 janvier 2011.

⁴⁶- FOUCHER Vincent et MARUT Jean Claude, « Autoritarisme brouillon et crise sociale : les crispations du pouvoir sénégalais » in *Le Monde diplomatique*, Paris, Février 2004, page 18.

elle est représentative, si elle permet non seulement l'expression mais la satisfaction des demandes sociales les plus pressantes »⁴⁷.

La rue offre une panoplie d'expression, de l'innovation observée par le port des brassards rouges⁴⁸, aux marches pacifiques sur fond de revendication, on renoue finalement avec l'affrontement et la destruction des biens publics (bus incendiés, commerces saccagés...) comme mode de démonstration de la tension sociale. L'importance de la dimension matérielle⁴⁹ renseigne sur une quasi généralité⁵⁰ de la corrélation entre l'espace rue et l'attente de résultat par rapport aux causes défendues. Celle-ci est le lieu par excellence de la rationalité des acteurs qui s'y déploient. On s'y investit, on s'y expose son corps, on s'y risque sa vie pour obtenir la satisfaction de besoins matériels. La récurrence des protestations qui s'y déroule décèle parallèlement le dynamisme de la société et le poids des stratégies non conventionnelles dans les luttes sociales. Une forme de militantisme qui s'est beaucoup développé aussi parmi les travailleurs pauvres, sans protection et non affiliés à des organisations syndicales déjà essoufflées⁵¹. La publicisation et l'extériorisation des problèmes sociaux de toutes les couches sociales témoignent d'un comportement révolu et désuet du *yalla baxna, adouna diarouko*⁵². Il faut se rendre au front pour faire avancer les causes au prix

⁴⁷- TOURAINE Alain, *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1985.

⁴⁸- Cette forme de protestation a été instiguée par le Président Abdoulaye WADE lui-même, invitant les sénégalais à cesser de détruire les biens publics et à manifester leur mécontentement par le port de brassard rouge. Après l'avoir essayé sans grande suite, les sénégalais ont renoué avec les modes classiques, « cette stratégie n'est pas tout à fait adaptée à la mentalité du peuple sénégalais », voir GUÈYE El Hadj Séga, *La précarité du travail au Sénégal : l'expérience des employés de la SOCOCIM*, Paris, L'Harmattan, 2010, page 189.

⁴⁹- FILLIEULE Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997. L'auteur démontre que cette forme de protestation est sous-tendue par des causes matérielles et syndicales. Une situation pareille au Sénégal surtout à travers le premier critère.

⁵⁰- La rue dans l'espace public sénégalais est moins le lieu de déploiement d'acteurs motivés par des convictions morales que par des personnes dont les attentes n'ont pas trouvé écho auprès des autorités politiques. On peut observer des protestations de regroupement d'imams contre le développement de l'homosexualité contraire aux valeurs de ce pays. Et dans ce cas-ci, bien que le fond de la cause ne soit pas matériel, il y a une forme de rétribution symbolique et spirituelle que cela confère aux acteurs. Voir à ce sujet Daniel GAXIE, *La démocratie représentative*, Paris, 4^{ième} édition, Montchrestien – CLEFS, 2003, page 91.

⁵¹- NDIAYE Alfred Inis, « Le partenariat social en question – Vers de nouvelles relations de travail », in Momar Coumba DIOP, *Le Sénégal entre le local et le global*, op cit, page 425.

⁵²- Traduisant successivement en français *Dieu est grand et la vie ne vaut pas la peine*, ces concepts ont pendant longtemps représenté dans la conscience de certains groupes un fatalisme d'inaction, une vision de la situation et de l'évolution sociales acceptées et voulues par Dieu d'une part ainsi qu'une perception sans lendemain de la vie sur terre d'autre part. Une sorte de *contrat social* rompu aujourd'hui par la force des

d'interpellations musclées qui vilipendent la brutalité⁵³ du régime autoritaire d'Abdoulaye WADE.

La rue constitue malheureusement un lieu de vie pour une frange minoritaire de la population comme les *Faqmaan*⁵⁴, certains *Talibés*⁵⁵ exposés à la pédophilie ou aux viols, les trafiquants de drogue ou encore les prostitués. Elle est l'endroit de légitimation spontanée et temporaire des inégalités sociales par les manifestations, comme elle est l'espace où se forment et se construisent continuellement d'autres types de personnalités marginalisées de la société. Une souffrance sociale que certaines couches refusent et évitent de subir en se trouvant de nouvelles « alternatives d'existence sociale ».

B – Le développement des alternatives : pour une réelle et imaginaire place sociale

Dans son ouvrage, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Jean François BAYART a développé les concepts de « *modes populaires d'action politique* » et de « *stratégies de survie* » pour mettre en exergue les tactiques, les manœuvres et les modalités d'action politique des masses populaires africaines dans leurs rapports face aux détenteurs du pouvoir, les gens « d'en haut ». Aujourd'hui, la « capitalisation »

inégalités. Voir pour les mutations de ce mode de régulation sociale, CRUISE O'BRIEN Donal, « Le contrat social sénégalais à l'épreuve », in *Politique Africaine Sénégal : la démocratie à l'épreuve*, N°45, Mars 1992 – Trimestriel.

⁵³- Les organisations de défense des droits de l'homme du Sénégal, particulièrement la RADDHO ne cessent de condamner les violations de droits de l'homme commises par les forces de l'ordre sur les populations lors des manifestations. Voir par exemple « Non à la répression de la manifestation contre la vie chère », *Communiqué de presse du Président de la RADDHO Pr Alioune TINE*, 30 mars 2008.

⁵⁴- GAYE Gustave Thomas, « Enfants et jeunes de la rue à Thiès : les *Faqmaan*. Stratégies de survie et facteurs psycho-affectifs », *Université Cheikh Anta DIOP de Dakar*, Faculté des lettres et des sciences humaines, 1995, page 129.

⁵⁵- La situation des *talibés* au Sénégal est un problème de société. Envoyés dès le bas âge dans des *daaras* pour apprendre le Coran, ils sont de très jeunes enfants laissés à eux-mêmes pour la majorité. Non seulement beaucoup subissent des traitements inhumains mais ils sont devenus des machines à mendier pour le compte du maître. Cette pratique qui s'est profondément dévoyée au fil des années démontre toute l'irresponsabilité des parents qui les y abandonnent mais renseigne également sur les modes de survie face aux difficultés et sur la conception de la notion de famille dans certaines couches sociales. Voir Momar Coumba DIOP et Ousseynou FAYE, « Dakar, les jeunes, les autorités et les associations », in *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, IFRA, IBADAN, 1997. L'État essaie de régler cette situation en tentant d'aider à moderniser les structures d'accueil, les ONG de droits de l'homme quant à elles travaillent à sensibiliser les maîtres coraniques sur les droits de l'enfant, mais il faut reconnaître qu'il reste encore à faire dans la mesure où ils sont toujours confrontés aux déterminismes traditionnels d'une partie de la société.

grandissante de la société sénégalaise a produit de nouvelles formes d'alternatives d'« existence » qui rendent compte de mécanismes sociaux plus poussés en construction. À la place des « instruits », des « évolués » ou des « intellectuels », se développent d'autres groupes sociaux dont le but premier est d'exister socialement. Dans ce mode de vie, on recherche moins à s'engager ou à militer pour une cause seulement. Il s'agit et avant tout de prendre sa place dans une société où les transformations la rendent plus difficile. Cette place dépasse la simple *survie*, son acquisition permet d'avoir une représentation *autre*, un *respect* et surtout une *identité* qui renouvelle la perception et l'imaginaire de la société. En témoignant d'un taux de sous emploi⁵⁶ élevé, l'investissement massif des jeunes dans l'espace de la lutte⁵⁷ comme dans le mouvement hip hop⁵⁸ décèle une opportunité d'expression sociale qui constitue finalement un moyen de démontrer une face de la société en transformation et en reconversion. La nouveauté dans ces espaces *d'affirmation de soi* tient à un rapport étroit avec la politique non encore observé dans le passé. Critiquer le gouvernement dans les chansons est d'un autre temps, les rappeurs sont porteurs des problèmes sociaux à travers des mouvements citoyens à l'exemple de *Y'en a marre*⁵⁹. Ces acteurs plus présents dans les *néo-urbains*⁶⁰ ou encore les *jeunes conjoncturés*⁶¹, nous renseignent sur la profondeur de la conception *buul faalé* de cette génération.

Par ailleurs, l'immigration par le biais du groupe des *moduus moddus*⁶² est également devenue un champ d'étude intéressant des mutations de la société. Leur capacité à

⁵⁶ - ANTIL Alain, « L'insertion des néo-urbains dans le jeu politique. L'exemple du Sénégal », in *IFRI – Programme Afrique subsaharienne*, Paris, Décembre 2010.

⁵⁷ - Voir la presse, « Dernières minutes : Wade réconcilie Modou LO et Balla GAYE 2 », in www.rewmi.com, 10/05/2011.

⁵⁸ - Il faut noter que la musique rap a un passé récent. Mais ce qui fait sa particularité aujourd'hui c'est avant tout le discours acerbe qu'elle porte comme forme de revendication sociale mais également comme méthode de conscientisation des masses populaires, particulièrement les jeunes. On compte des centaines de groupes de rap au Sénégal.

⁵⁹ - Le mouvement *Y'en a marre* est né dans la banlieue de Dakar par le biais de deux rappeurs du groupe *Keur Gui* (maison en français). Depuis, il a pris une dimension nationale jusqu'à ce que des politiques se réapproprient le concept pour exprimer les difficultés sociales.

⁶⁰ - ANTIL Alain, *op cit*.

⁶¹ - HAVARD Jean François, « Ethos bul faalé et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », in *Politique africaine*, N° 82, Juin 2001.

⁶² - NDIAYE Malick, *L'Éthique ceddo et la société d'accaparement, ou les conduites culturelles des Sénégalais d'aujourd'hui*, tome 2, *Les Móodu Móodu, ou l'ethos du développement au Sénégal*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, 1998. Il faut préciser que cette place sociale que confère l'immigration est si réelle que certaines personnes qui n'ont pas eu la chance de réussir en Occident n'osent pas revenir. Il y a

retourner les effets⁶³ de la crise économique par leurs transferts d'argent et leur *paraître*⁶⁴ social, légitiment la perception positive ancrée de la réussite d'« ailleurs » tout en créant une « frustration relative »⁶⁵ qui presse malheureusement celles et ceux qui n'ont pas pu percer dans le système à emprunter la même voie et par tous les moyens⁶⁶, les populations vivent sous la période de ce que l'historien sénégalais Mamadou DIOUF appelle la *débrouille*⁶⁷. Celle-ci est le terreau à partir duquel se développe aujourd'hui le secteur informel, lieu de rassemblement et d'évolution des *sans emplois* et des échoués du système scolaire. Ces groupes sociaux sont plus victimes aujourd'hui de la mondialisation parce qu'ils subissent la concurrence des produits bon marché venus de l'Occident ou encore des puissances du Sud comme la Chine. Beaucoup y demeurent très longtemps mais nombreux sont également ceux qui parviennent à se hisser à autre cran plus important en ouvrant leur propre commerce ou leur propre entreprise, c'est l'avènement encore lent de la *citoyenneté économique*⁶⁸. Désormais, au-delà du *bop sa bop*⁶⁹ – signifie chacun pour soi – que l'exode rural et l'effritement de la structure

un refus de paraître autrement que ceux qui viennent du Nord et qui ont pu changer le cours de la vie de leurs familles ou de leurs proches. On particularise le groupe des *moduus moduus* ici en ce sens que le rapport entretenu par les migrants – intellectuels, étudiants, volontaires dans des ONG, OI ou encore fonctionnaires expatriés – avec la société est moins tourné vers l'affirmation d'une place sociale publicisée.

⁶³ - On relativise nos propos ici parce que ce ne sont pas généralement les plus pauvres qui partent immigrer mais plutôt ceux qui ont des réseaux, voir MILLMAN Joel, « Pauvreté ne signifie pas émigration », *Courrier international*, 8 juin 2006, page 56.

⁶⁴ - Le concept de paraître peut contenir un sens péjoratif en ce sens qu'il est directement lié au moi, mais au-delà de sa représentation au Sénégal, *paraître* est devenu avec la société de consommation un mode de vie. On paraît parce qu'on vient d'un pays extérieur, on paraît parce qu'on travaille dans une grande entreprise où le monde rêve d'entrer, on paraît parce qu'on est un footballeur professionnel dans un grand club d'Europe, parce qu'on est une star de la musique, de la danse, parce qu'on est présentateur de la nouvelle émission d'une radio de la place....Il y a aussi le paraître par les médias sociaux comme Facebook, Hi5, Twitter ...qui est devenu en outre de l'objet de communication un moyen de valorisation personnelle, une mise en scène du *moi* par rapport aux autres. En plus maintenant de la publicisation de la vie privée et de la socialisation que peuvent procurer le fait de paraître, il y a une sorte de recherche de la reconnaissance ou de l'appréciation d'autrui qui signe implicitement un manque d'assurance et une incapacité à s'assumer authentiquement et pleinement.

⁶⁵ - GURR T, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

⁶⁶ - SCHMITZ Jean, « Migrants ouest-africains : miséreux, aventuriers ou notables ? – Introduction au thème Migrants ouest-africains vers l'Europe : Historicité et espaces moraux », in *Politique africaine*, No 119, Mars 2008, Trimestriel. On précise ici que l'immigration clandestine découle de cette pression sociale.

⁶⁷ - DIOUF Mamadou, *Les politiques sociales en Afrique de l'ouest : Quel changements depuis le Sommet de Copenhague – Synthèse des études de cas (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal)*, in Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social UNRISD, Avril 2001.

⁶⁸ - DIOUF Nafissatou Dia, *Sociobiz, chroniques impertinentes sur l'économie et l'entreprise*, Sénégal, Éditions Tamalys, Avril 2010.

⁶⁹ - CALVÈS Anne E et MARCOUX Richard, « L'individualisme à l'africaine », in *Sociologie et Société*, 2007, vol 39(2), pages 5-18.

familiale traditionnelle ont accéléré selon Anne E. CALVÈS et Richard MARCOUX, il y a un besoin fondamental de s'extirper de la précarité mais également de certains canaux de dépendance pour recouvrer une situation personnelle, un rang social, une liberté, bref une autre condition de soi qui traduit doucement la confusion entre une société traditionnelle holiste et l'émergence d'un *nouvel individualisme* qui, « *signe moins un repli généralisé sur la vie privée que la montée de la norme d'autonomie : se comporter en individu signifie décider de sa propre autorité pour agir par soi-même, avec les libertés, les contraintes et les inquiétudes qu'une telle posture implique* »⁷⁰. Ces mutations sont dans certains cas sous-tendus par un engagement dont la finalité reste la satisfaction de besoins quotidiens mais elles témoignent plus profondément d'une affirmation identitaire dont un des objectifs souvent inavoués constitue la quête ou la consolidation d'une position sociale respectable.

III – Les nouveaux militantismes politiques dans l'espace public

L'espace public du Sénégal est le lieu de développement de nouveaux militantismes sociaux et politiques ancrés dans les enjeux internes de la société d'aujourd'hui (A) mais également dans ses défis au niveau international, c'est l'expansion de la « citoyenneté planétaire » (B).

A – L'émergence d'une nouvelle façon de se « vivre sénégalais »

L'impact du capitalisme, les nouveaux repères des *Génération PAS*⁷¹ et *Démocratisation*⁷², la rupture du *contrat social*, la crise de la représentation politique, la reconversion des valeurs... suscitent autant de métamorphoses dans la société sénégalaise. L'individu s'expose à un confluent d'influences et s'enracine dans une

⁷⁰- EHRENBERG Alain, *L'individu incertain*, Édition Calmann-Lévy, Paris, 1995, page 19.

⁷¹- On fait ici référence à la génération des années 1980, date de la mise en place des Programmes d'ajustement structurel des institutions internationales. Elle est au cœur des nombreuses dynamiques de la société sénégalaise aujourd'hui.

⁷²- Les années 90 marquent en Afrique l'émergence de processus de démocratisation par des Conférences Nationales, l'acceptation des oppositions politiques, l'ouverture des espaces publics vers le pluralisme ...Ce moment a produit aujourd'hui une population plus revendicative et plus exigeante par rapports aux pouvoirs en Afrique.

pluralité d'identités. C'est le temps de « se vivre autrement sénégalais »⁷³ et le moment d'éclosion « des militantismes qui coexistent simultanément dans une relation de coopération coopérative »⁷⁴.

La « société civile »⁷⁵ est l'endroit de légitimation de ces *nouveaux militantismes sociaux et politiques* qui reconfigurent les rapports entre individus et avec l'État. La naissance et la prolifération des *mouvements de citoyens*⁷⁶ et l'organisation des « *Assises nationales* » viennent nous rappeler l'inventivité des sénégalais et leurs rapports aux affaires publiques. L'extension de la participation dans les différentes sphères de la société renferme présentement un double sens. Ces regroupements mettent souvent en exergue leurs objectifs qui s'avèrent purement politiques⁷⁷ d'une part mais recouvrent des personnes dont le militantisme est guidé par une dimension morale d'autre part. Celle-ci se veut avant tout un engagement pour une cause bien déterminée teintée en toile de fond souvent d'une problématique de justice sociale. L'investissement est souvent ponctuel et ciblé. Les acteurs ont moins l'ambition de prendre le pouvoir ou de remplacer exclusivement les politiques en cours mais plutôt d'y jouer une influence qui impacterait

⁷³ - Il est important de préciser que « *se vivre sénégalais* » n'a pas ici un sens de délimitation, c'est-à-dire une visée d'inclusion ou d'exclusion de telle ou telle population. L'expression renvoie plutôt à une manière non pas de se comporter, mais une forme d'identification à travers des champs, des groupes sociaux, des enjeux qui confèrent une *image positive* pour soi et aux yeux de l'opinion. « Se vivre sénégalais », c'est se *tailler une place sociale, paraître* mais surtout *s'engager*.

⁷⁴ - COLLOVALD Annie (dir), *op cit*, page 215.

⁷⁵ - La notion de « société civile » est perçue comme étant floue. Voir YOUNG. C, « In Search of Civil Society », in HARBESON, J. W., D. ROTHCHILD & N. CHAZAN (Dir.), *Civil Society and the State in Africa*, Boulder & London: Lynne Rienner, 1994, pp.33-50. Dans son article, l'auteur voit dans le concept de société civile une difficulté de définition et de description en ce sens qu'il donne l'impression d'être fuyant [elusif] ; OTAYEK, René « Vu d'Afrique ». Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré», *Revue internationale de politique comparée*, vol.9, no.2, pp.193-212. Cet auteur appuie sur le caractère *imprécis* du terme.

⁷⁶ - La décennie de l'alternance politique au Sénégal restera dans les annales de l'histoire par la diversité des formes d'engagement qu'elle a impulsées dont les mouvements de citoyen. Aujourd'hui, on en compte plus d'une dizaine qui se réclament travailler pour la prise en charge des préoccupations majeures des sénégalais dans l'agenda politique.

⁷⁷ - On notera ici les Mouvements de citoyen de l'ancien Ministre des Affaires étrangères Cheikh Tidiane GADIO *Luy Jot Jotna* (signifie littéralement c'est le temps) qui a été mis en place dans une perspective de bloquer le mode de dévolution monarchique du pouvoir qui est en train de se tramer au sommet de l'État. Mais il faut noter que le développement de ce mouvement s'ancre progressivement dans les problèmes sociaux des sénégalais pour finalement se présenter en une entité politique. Celui du Professeur Penda MBOW *Dafa doy* (signifie cela suffit) qui se positionne également dans une posture de société civile contre/ l'État.Cela démontre comment ces mouvements constituent des moyens d'investir l'espace public pour faire face au régime autoritaire en place.

sur les raisons qui ont motivés au départ l'engagement. « *Les militants par conscience*⁷⁸ sont plus présents sur le terrain de la défense des populations dominées »⁷⁹. Au Sénégal, on observera les associations pour la défense des talibés, les organisations non gouvernementales des droits de l'Homme (ONGDH)⁸⁰, les associations de lutte contre la pauvreté, les défenseurs de l'environnement, les mobilisations pour la paix en Casamance.....Autant de champs qui sont pris en charge par des *citoyens interpellés moralement* sur ces situations qui confèrent à leur militantisme une large part symbolique. La *propension à la morale* constitue ici une variable majeure dans le choix des gens en ce sens que les contraintes qui justifient les causes pour lesquelles on s'engage agissent moins sur soi-même que sur les populations défendues.

La faillite de l'État Providence décrétée publiquement par l'ancien Président de la République Abdou DIOUF, « Moins d'État, Mieux d'État »⁸¹ avait déjà posé les jalons du désengagement. Après l'ouverture aux ONG qui viennent compléter le rôle de l'État selon Samy COHEN – ce qui est plus le cas du Sénégal – ou le substituer à son absence, le régime de l'alternance, par son incapacité à satisfaire les besoins des populations a ouvert des *structures d'opportunité politique* que l'espace religieux n'a pas manqué de saisir. Lorsqu'on évoque la religion au Sénégal, l'on pense directement aux confréries. Ce qui n'est pas très anormal, référence faite à leur *consubstantialité* avec le politique. Cependant les mobilisations dans cette sphère sont présentement le fait de nouveaux groupes qui, sous leur étiquette de religieux s'engagent pour des causes sociales. À cet effet le Rassemblement Islamique du Sénégal⁸², le Collectif des associations islamiques

⁷⁸- AGRIKOLIANSKY Éric, *Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la ligue des droits de l'homme dans les années 1980*. Revue française de science politique, 2001/1-2 (Vol.51) –Presses de Sciences Po.

⁷⁹- MATHIEU Lillian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Éditions Seuil, France, Septembre 2004, page 100.

⁸⁰- On fera ici une distinction sur l'engagement dans les ONG au Sénégal. Si le domaine des droits de l'homme accueille un personnel guidé par la seule conviction de défendre les droits des populations, c'est aussi un espace de professionnalisation où on tire un intérêt financier par son salaire et une véritable expérience professionnelle. Ce qui est d'ailleurs plus valable dans les autres ONG humanitaires, Voir DAUVIN Pascal, SIMÉANT Johanna & C.A.H.I.E.R, *Le travail humanitaire – Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, Avril 2002 ; COLLOVALD Annie, *op cit* .

⁸¹- DIOP Momar Coumba, DIOUF Mamadou, *Le Sénégal sous Abdou DIOUF : État et société*, Paris, Éditions Karthala, 1990, page 150.

⁸²- Voir DIOP Ndiassé, « Lutte contre la pauvreté : Le Rassemblement Islamique du Sénégal (RIS) soulage les populations », in www.lepeuple-sn.com, 13 mars 2011.

du Sénégal (CAIS)⁸³ et le Collectif des Imams et résidants des quartiers de Guédiawaye et de la banlieue de Dakar⁸⁴... constituent de nouveaux modes de regroupement qui s'ancrent dans le débat politique pour défendre des populations oubliées par leurs représentants. Il y a dans ces mouvements une confusion entre des *préoccupations culturelles moralisatrices* comme la lutte contre l'homosexualité d'un point de vue de l'opinion sénégalaise, des engagements qui tendent à défendre les préceptes de l'islam et enfin des revendications à base matérielle (diminution des prix des denrées de première nécessité, de l'électricité, l'accès à l'eau potable, la fin des inondations...). Et c'est à travers ce dernier point que les mouvements religieux forment un pôle important de récupération des masses populaires qui se retrouvent délaissées par l'État et impuissantes face à la montée des politiques libérales. Une dynamique réelle surtout lorsqu'on se projette sur l'engagement des *Thiantacounes* qui – *draine pas mal de jeunes et nous avons la possibilité de voir qu'il y a des jeunes qui, peut-être, sont des repentis, des exclus sociaux victimes du système de socialisation, des jeunes qui étaient complètement marginalisés et que ces dirigeants ont quand même pu réhabiliter et intégrer dans la vie sociétale*⁸⁵ – s'avère très particulier à l'intérieur du mouridisme. Les plates formes d'affiliation à la sphère religieuse, analysées dans une perspective de rapport avec le pouvoir politique, démontrent la relégation de la notion de confrérie et la mise en avant de la capacité de son groupe d'appartenance à peser dans l'espace public en vue d'une amélioration des conditions de vie. Ces réalités procèdent également d'une

⁸³- Voir MINE Youssoupha, « LE COLLECTIF DES ASSOCIATIONS ISLAMIQUES DU SÉNÉGAL SE DÉMARQUE DE L'AUDIENGE DE WADE AVEC LES IMAMS », in *Le Populaire*, 25/06/2010. Ce qui est nouveau dans ces mouvements portés par des religieux dont l'objectif reste citoyen, c'est qu'à force d'investir l'espace public, l'État réussit à s'appuyer sur certains pour en faire des partenaires, c'est le cas de l'Association des imams et oulémas du Sénégal qui est très proche du pouvoir. Le *Monument de la Renaissance* qui marquait les 50 ans d'indépendance des États africains à Dakar a été l'objet de discorde entre ces différents groupes.

⁸⁴- Voir CARAYOL Rémi, « Youssoupha SARR, l'Imam qui donne de la voix aux banlieues », in *Jeune Afrique*, le 21/10/2010.

⁸⁵- Entretien avec NIANG Kally, in « Dossier : Zoom sur les « Thiantacounes » Milice ou « Dahira », in *L'Observateur*, 05/01/2008. *Thiantacoune* est le nom des disciples de Cheikh Béthio THIOUNE, lui-même disciple proclamé et reconnu par Serigne Saliou MBACKÉ qui lui a octroyé le rang de Cheikh, ce qui lui confère un statut exceptionnel et lui donne la légitimité et le droit particulier d'avoir des disciples. Mais il faut observer à travers ce mouvement la force d'adhésion qui ne se limite pas seulement à une croyance et une soumission envers le Cheikh mais aussi aux bénéfices, à de nouvelles formes de visions et de rapports sociaux que cela confère surtout dans une période de crise économique ; voir Jean-François HAVARD : « Le 'phénomène' Cheikh Béthio THIOUNE et le djihad migratoire des étudiants sénégalais 'Thiantakones' », in *FASOPO (Fonds d'analyse des sociétés politiques)*, 2007.

recomposition⁸⁶ de l'espace religieux au Sénégal. Alors entre extension des sociabilités morales, engagement pour une satisfaction des besoins matériels, défense des bases de la culture traditionnelle et préservation des préceptes de l'Islam, *militer autrement* devient à la fois une voie de « *se vivre sénégalais* » mais également *d'exister socialement*. Ce sont les dimensions d'une citoyenneté multiforme. Elle reconfigure les rapports sociaux dans l'espace national pour s'étendre sur le plan international.

B – Les prémices d'une « citoyenneté planétaire »

Depuis l'apport récent de l'anthropologie politique dans l'analyse des sociétés africaines, ce continent est moins « jugé » sous le « gel de la fixité » et devient un objet d'étude un peu plus « réfléchi » selon Georges BALANDIER. Ce qui est d'ailleurs déterminant dans la compréhension des phénomènes qui le caractérisent, des logiques qui le structure en « dedans » et surtout des mutations en cours actuellement dans son rapport avec *l'Autre* proche et lointain. Au-delà de l'« *extraversion* »⁸⁷ telle que considérée comme « *une série de rapports : historique d'abord...; rapport imaginaire également, et souvent aussi fantasmatique ; rapport ambivalent très certainement, fait à la fois d'attraction et de répulsion ; rapport stratégique enfin* »⁸⁸, la projection des africains et particulièrement des sénégalais sur le monde d'aujourd'hui démontre une autre image. Celle d'un *apport* culturel, économique, social et politique qui allie à la fois une identité propre non pas en relation de définition mais plutôt en affirmation évolutive et en restauration de la réalité historique. C'est dans cette dimension que s'inscrit la mouvance de la « citoyenneté planétaire » dans l'espace public sénégalais. De Seattle⁸⁹ au Forum social mondial de Dakar en 2011, une dynamique militante altermondialiste sénégalaise s'est créée et s'est consolidée. Cette nébuleuse regroupe des ONG de toute nature

⁸⁶- BAUDOIN Jean PORTIER Philippe, *Le mouvement catholique français à l'épreuve de la pluralité, Enquête autour d'une militance*, PUR, Rennes, Novembre 2002. Les deux auteurs démontrent que « si le religieux demeure ou réapparaît, ce n'est certes pas sous la figure de l'identique. Il est travaillé, *recomposé* en fonction du contexte global dans lequel il s'insère ». Ce qui est valable aussi présentement au Sénégal, les transformations observées dans l'espace religieux s'inscrivent dans un ensemble de réalités en interaction.

⁸⁷- BAYART, Jean François, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 5, 1999, pp. 97-120.

⁸⁸- FOUQUET Thomas, « Désirs d'Ailleurs, Retour sur un (bien trop souvent obscur) objet du désir », in *Alternatives Internationales – Actualité africaine*, France, Octobre 2010.

⁸⁹- BARLAUW Maude et CLARKE Tony *La bataille de Seattle- Sociétés civiles contre mondialisation marchande*, Fayard, Paris, Mars 2002.

(environnement, droits de l'homme, humanitaire, droits des femmes, développement, éducation, lutte contre la pauvreté....), des organisations paysannes, des membres de la société civile....et même des partis politiques de gauche surtout. Leur engagement s'étend dans une nouvelle vision des relations Nord/Sud, se justifie dans une aspiration à bâtir un *autre monde* qui recentre et valorise l'Homme plutôt que le capital. Cette préoccupation de la justice sociale dans les sociétés d'aujourd'hui va à contre courant des dérives⁹⁰ du phénomène dominant de la mondialisation néolibérale. Il est devenu contraignant, voir impossible de vivre en tant qu'individu ou société dans l'isolement. Il y a des rapports et des ramifications (volontaires, imposés, subis..) avec le monde extérieur qui nécessitent désormais une certaine organisation pour subsister à cette réalité de la scène internationale. C'est dans cette perspective que les militants, les adhérents ou encore de simples citoyens se sont joints à ce mouvement transnational pour s'y impliquer activement. C'est un cadre qui leur offre l'opportunité de débattre et de donner leur perception sur des enjeux et des défis du 21^{ème} siècle, c'est l'espace de la réalité de la démocratie participative⁹¹ à l'échelle internationale, le lieu du développement d'une « Internationale civile »⁹² portée par l'ancrage des problématiques du terroir, « les mobilisations transnationales ont aussi une dimension locale, située, géographiquement et socialement »⁹³. Une forme d'investissement qui se consolide par des « réseaux transnationaux de militants »⁹⁴. Les revendications portées par ces sénégalais font d'eux des individus pluriels et ouverts sur le monde. Ils ont désormais des registres d'identification et des modes d'engagement diversifiés (manifestation par la rue, lobbying très fort sur les États, regroupement contre les institutions internationales, dénonciation organisée et médiatisée avec les nouvelles technologies de l'information et

⁹⁰- KEMPF Hervé, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil, 2007 ; *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, France, Éditions Seuil, 2009 ; *L'oligarchie, c'est fini, vive la démocratie*, France, Éditions Seuil, Janvier 2001 ; AGLIETTA Michel, REBÉRIOUX Antoine, *Dérives du capitalisme financier*, Collection dirigée par Robert M. SOLOW – Prix Nobel d'Économie, Paris, Albin Michel, Octobre 2004.

⁹¹- MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996.

⁹²- POULIGNY Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une "internationale civile" », *Critique internationale*, 13, 2001, pages 163-176.

⁹³- MAYER Nonna, SIMEANT Johanna, « L'espace de l'altermondialisme » in *Revue Française de Science politique, Les ONG face aux mouvements altermondialistes*, Volume n°54. N°3, Juin 2004.

⁹⁴- KECK Margaret et SIKKINK Kathryn, *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

de la communication NTIC...) qui laissent transparaître l'attente de résultats probants mais aussi une dimension sous-tendue par un certain degré de conscience morale.

Le travail de construction de la citoyenneté mondiale s'effectue également à travers l'engagement dans des ONG spécialisées sur des questions bien déterminées. Il s'agit de celles qui s'occupent de droits humains comme la RADDHO, Amnesty International – Sénégal... Ceux-ci peuvent être tournés plus précisément sur la défense des migrants⁹⁵ en situation irrégulière, des réfugiés demandeurs d'asile...ou sur la défense des droits des femmes. Le travail des ONG peuvent être centrales dans les questions de développement, d'éducation ou de santé comme le RADI, ENDA Tiers Monde, la FONGS... Elles sont des espaces d'expansion d'un militantisme professionnel⁹⁶ qui œuvre aussi bien pour le terroir que pour l'international. La progression du commerce équitable ou de l'économie sociale solidaire à travers ces structures - Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives de Développement Endogène (GRAIDE), le Réseau Santé Sida et Population , le Groupe d'Appui et de Recherche aux Initiatives Mutualistes GRAIM, le Réseau intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale Solidaire (RIPESS) qui avait d'ailleurs organisé la 3^{ème} Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité à Dakar en 2005, l'Association des Unions Maraîchères des Niayes (AUMN) 16 unions forestières et maraîchères, le Cadre national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), 19 faitières, l'Association pour la Promotion du Développement à la base (ASPRODEB) réseau de 187 Cadres Locaux de Concertation entre Organisations de Producteurs (CLCOP).....- rentre dans ce cadre. Ici on travaille, on s'investit et on milite par des actions concrètes qui tendraient à apporter des changements pour des populations que la mondialisation a marginalisées. C'est dans cette brèche que l'immigration participe à favoriser un tel genre de citoyen. Écartelées entre des pays d'accueil plus ouverts⁹⁷ d'une part, un Sénégal sous la crise économique et l'autoritarisme d'autre part, des mouvements

⁹⁵- La migration sénégalaise est devenue tellement importante que l'État a institué des structures et des mécanismes pour attirer et organiser la manne financière qu'elle génère. On peut observer le Conseil supérieur des Sénégalais de l'extérieur (CSSE) qui a été créé en mars 2010 afin de consolider le dialogue entre la diaspora sénégalaise et le gouvernement.

⁹⁶- OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », in *Revue française de science politique*, 2001/1 - Vol. 51, pages 105 -130.

⁹⁷- On fait référence ici aux pays occidentaux qui accueillent des ressortissants sénégalais et africains en masse même si la majorité de l'immigration demeure en terre africaine.

émergent dans la diaspora pour dénoncer le régime en place ou pour apporter leur soutien à des communautés en difficulté à travers des réseaux de sociabilités créés avec des citoyens d'autres pays. Désormais, on s'investit, on use des bonnes pratiques d'ici pour venir à bout des défis de « l'ailleurs ».

La culture constitue également un espace d'émergence et de développement de cette nouvelle forme d'identification mondiale de la citoyenneté à travers surtout la musique. Plusieurs chanteurs ont porté un tel discours, principalement Ismaila LO sur l'unité de l'Afrique et les problématiques qui la secouent ou encore plu récemment Didier AWADI sur la mauvaise gouvernance du continent ainsi que la nécessité de redonner aux peuples la souveraineté par une prise en charge de leurs besoins.

Enfin les nouvelles technologies de l'information et de la communication NTIC, sont devenues un moyen d'être au diapason du mouvement mondial, de s'en identifier et de s'en distendre, « *Internet constitue un véritable laboratoire dans lequel on cherche moins à « faire mal » et à « faire nombre » qu'à « faire sens ».* Ce laboratoire d'expérimentation politique - dans lequel chacun cherche à « maîtriser sa parole de bout en bout » - permet de renouveler les causes, de reconfigurer les répertoires d'action de l'agir politique, leurs intrigues narratives et leurs dramaturgies esthétiques au point que l'on peut parler d'un véritable « médiascape » dans lequel se construit un nouvel imaginaire politique à l'échelon mondial »⁹⁸. La diversité de ces modes de senti et de reconnaissance de l'appartenance vient nous renseigner sur l'existence d'une citoyenneté planétaire temporaire qui s'exerce selon des circonstances et des causes ponctuelles. On pourrait ainsi convenir avec Gilles LIPOVESKY que celle-ci est une forme de militantisme qui s'énonce dans « une sorte de synthèse qui réconcilie écologie et économie, morale et efficacité, qualité et croissance, nature et profit »⁹⁹.

⁹⁸- BLONDEAU Olivier, ALLARD Laurence, *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Editions Amsterdam, 2007.

⁹⁹- MUXEL Anne « Jeunes des années quatre vingt dix – A la recherche d'une politique sans étiquette » in Pascal PERRINEAU, *L'engagement politique – Déclin ou mutation*, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, Mayenne, Mai 1994, page 259.

Conclusion

À la lecture de ces manifestations qui ont émaillé l'espace public sénégalais en 2008 sous l'étiquette d'« émeutes de la faim », on peut se rendre à l'évidence que cela n'était qu'une opportunité d'expression de diverses frustrations qui sont à la fois la résultante d'une crise économique mondiale à effet immédiat, d'une crise de la représentation politique liée à une gouvernance retardataire, de mutations sociales tournées vers des *stratégies d'adaptation durable* ainsi que de nouvelles pratiques qui renseignent sur le dynamisme et la créativité de la société. C'est d'ailleurs à ce niveau qu'on peut mieux percevoir la floraison des modes d'engagement et de militantisme des acteurs qui révèle la primauté de la dimension matérielle des investissements dans l'espace public sur les préoccupations morales. Un fait qui s'est surtout consolidé avec la crise économique découlant de la mondialisation néolibérale et du régime autoritaire en place dont l'architecture expose une perméabilité¹⁰⁰ apparente qui démontre comment ce que l'on appelle « démocratie sénégalaise » est fragile. Il ne s'agit pas d'organiser des élections transparentes, ni de faire une « alternance » politique, ni de s'appuyer sur des clans¹⁰¹ acquis à sa cause, moins d'avoir des institutions ou de conduire des politiques unilatéralement pour se représenter comme telle. Pour qu'elle soit viable, la démocratie nécessite entre autres des institutions solides, autonomes et neutres, alors qui ne sont pas au service des intérêts particularistes ainsi qu'une opposition forte, institutionnalisée et reconnue. Plus fondamentale est la préservation des libertés et des droits des citoyens non pas juste sur le plan textuel mais dans la réalité de leur vécu et principalement dans leurs rapports avec l'État qui est non subordonné dans son espace interne. L'éclosion des débats d'idée et l'expression plurielle, non conventionnelle toujours, des sensibilités dans l'espace public, la participation des populations¹⁰² constituent présentement des bases essentielles de la construction d'une société civile, elle-même fondamentale pour la vitalité de la démocratie. Mais dans une acception occidentale, le terme demeure

¹⁰⁰- FUKUYAMA Francis, *la fin de l'histoire et le dernier homme*, traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal, Paris, Éditions Flammarion, 1992, page 60.

¹⁰¹- BAYART Jean François, *op cit*, page 221

¹⁰²- MBOW Penda, « La société civile sénégalaise : identification et rôle dans le processus démocratique » in *Revue Sénégalaise de Sociologie*, Société Civile, n°2/3, Janvier 1998/99, page 208. Au-delà de la constitution de la société civile, l'auteur voit dans la participation des populations une voie de la Renaissance africaine.

discutable selon René OTAYEK, « *en l'absence des conditions qui assurent, dans les sociétés occidentales, la régulation de la tension entre intérêts individuels et bien commun : des règles du jeu politique institutionnalisées et intériorisées par les acteurs, une culture politique démocratique et intégrative, un sens partagé de la res publica, la dissociation de l'économique et du politique, l'individuation et la sécularisation, etc. ?* »¹⁰³. Une observation qui met en exergue la nécessité d'analyser les sociétés africaines en tenant compte un peu plus des spécificités liées à leur mode de structuration afin de saisir leurs réalités évolutives, de mieux discerner dans ce cas ci les contours de leur société civile, d'identifier ce qui pourrait être pensé comme inclusif ou ce qui ressort d'un simple constituant de l'espace public.

¹⁰³ - OTAYEK René, *op cit.*

Bibliographie

AGRIKOLIANSKY Éric, *Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la ligue des droits de l'homme dans les années 1980*. Revue française de science politique, 2001/1-2 (Vol.51) –Presses de Sciences Po.

AMIN Samir *Afrique. Exclusion programmée ou renaissance*, France, Maisonneuve & Larose, 2005.

ANNE Ibrahima, « Effets d'une instabilité gouvernementale chronique : les bailleurs de fonds en mal de repères » in *Wal Fadjri*, Dakar, Juin 2010.

ANTIL Alain, « L'insertion des néo-urbains dans le jeu politique. L'exemple du Sénégal », in IFRI, Programme Afrique subsaharienne, Décembre 2010.

ARENDETT Hannah, *La Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Liberté de l'esprit », 1961.

ARON Raymond, *Paix et Guerre entre les nations*, 6^{ième} édition revue et corrigée, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

BANÉGAS Richard et WARNIER Jean-Pierre, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n°82, 2001.

BARLAUW Maude et CLARKE Tony *La bataille de Seattle- Sociétés civiles contre mondialisation marchande*, Fayard, Paris, Mars 2002.

BAUDOIN Jean, *Les idées politiques contemporaines*, PUR Rennes, Seuil, Septembre 2002.

BAYART Jean François, *L'État en Afrique – La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

BAYART, Jean François, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 5, 1999.

BLONDEAU Olivier, ALLARD Laurence, *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Editions Amsterdam, 2007.

BLUNDO Giorgio, « DESSUS-DE-TABLE - La corruption quotidienne dans la passation des marchés publics », in *Politique africaine*, N°83, Octobre 2001.

BREDELOUP S. et BERTONCELLO B, « La migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou "sanglot de l'homme noir" ? », *Afrique contemporaine*, vol. 2, n° 218, 2006.

CALVÈS Anne E et MARCOUX Richard, « L'individualisme à l'africaine », in *Sociologie et Société*, 2007, vol 39(2).

CARAYOL Rémi, « Youssoupha SARR, l'Imam qui donne de la voix aux banlieues », in *Jeune Afrique*, le 21/10/2010.

CLING Jean Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille et ROUBAUD François, « La Banque Mondiale et la lutte contre la pauvreté : Tout changer pour que tout reste pareil », in *Magazine Débat – IRD*.

COHEN Samy, *La résistance des Etats, les démocraties face à la mondialisation*, Seuil, Paris, Septembre 2003.

COLLOVALD Annie, (dir) *L'humanitaire ou le management des dévouements – Enquête sur un militantisme de solidarité internationale en faveur du Tiers Monde*, Rennes, PUR, 2002.

CRUISE O'BRIEN Donal, « Le contrat social sénégalais à l'épreuve », in *Politique Africaine Sénégal : la démocratie à l'épreuve*, N°45, Mars 1992 – Trimestriel.

DAFFE Gaye « La difficile réinsertion du Sénégal dans le commerce mondial », in *Le Sénégal entre le local et le global* dirigé par Momar Coumba DIOP, éd Karthala, Paris, Septembre 2002.

DAUVIN Pascal, SIMÉANT Johanna & C.A.H.I.E.R, *Le travail humanitaire – Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, Avril 2002.

DIOW Moussa, *La politique n'est plus ce qu'elle était*, in le journal « Walfadjri - L'aurore », Dakar, 18 Mai 2010.

DIOP Alioune Badara, Espace électoral et violence au Sénégal (1983-1993): L'Ordre public otage des urnes (Résumé), in *Afrique et Développement*, Vol. XXVI, N° 1&2 Publication: 2001.

DIOP Momar Coumba et FAYE Ousseynou, « Dakar, les jeunes, les autorités et les associations », in *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, IFRA, IBADAN, 1997.

DIOP Momar Coumba, DIOUF Mamadou, *Le Sénégal sous Abdou DIOUF : État et société*, Paris, Éditions Karthala, 1990.

DIOP Seyni, « Émeutes contre les coupures d'électricité : Dakar tente de s'immoler par le feu », in *Walfadjri*, 20 janvier 2011.

DIOUF Mamadou, *Les politiques sociales en Afrique de l'ouest : Quel changements depuis le Sommet de Copenhague – Synthèse des études de cas (Bénin, Burkina Faso,*

Côte d'ivoire, Mali, Sénégal, in Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social UNRISD, Avril 2001.

DIOUF Makhtar, *L'Afrique dans la mondialisation*, éd Harmattan, France, Septembre 2003,

DIOUF Mamadou, *Histoire du Sénégal – Le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Éditions Maisonneuve & Larose, 2001.

DIOUF Nafissatou Dia, *Sociobiz, chroniques impertinentes sur l'économie et l'entreprise*, Sénégal, Éditions Tamalys, Avril 2010.

EHRENBERG Alain, *L'individu incertain*, Édition Calmann-Lévy, Paris, 1995.

ERINOSHO Olayiwola, *African welfare systems in perspective*, in Revue international des sciences sociales, Paris, Juin 1994.

FILLIEULE Olivier, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

FOUCHER Vincent et MARUT Jean Claude, « Autoritarisme brouillon et crise sociale : les crispations du pouvoir sénégalais » in *Le Monde diplomatique*, Paris, Février 2004.

FOUQUET Thomas, « Désirs d'Ailleurs, Retour sur un (bien trop souvent obscur) objet du désir », in *Alternatives Internationales – Actualité africaine*, France, Octobre 2010.

FUKUYAMA Francis, *la fin de l'histoire et le dernier homme*, traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal, Paris, Éditions Flammarion, 1992.

GAXIE Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, 4^{ème} édition, Montchrestien – CLEFS, 2003.

GAYE Mandiaye, *Le Sénégal sous WADE – Banqueroute, corruption et liberticide*, Dakar, L'Harmattan, mars 2010.

GAYE Gustave Thomas, « Enfants et jeunes de la rue à Thiès : les Faqmaan. Stratégies de survie et facteurs psycho-affectifs », Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, Faculté des lettres et des sciences humaines, 1995

GUÈYE El Hadj Séga, *La précarité du travail au Sénégal : l'expérience des employés de la SOCOIM*, Paris, L'Harmattan, 2010.

GUEYE Lamine, *Étapes et perspectives de l'Union française*, Paris, 1952.

GURR T, *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Editions Critique de la politique Payot, 1997.

HAVARD Jean François, « Ethos bul faalé et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », in *Politique africaine*, N° 82, Juin 2001.

HAVARD Jean François, « L'alternance et ses contradictions : de la victoire du *sopi* à la tentation du *nopi* » ? *Gouvernement de l'alternance et liberté d'expression des médias au Sénégal* » in *Politique Africaine, Sénégal 2000-2004, l'Alternance et ses contradictions*, N° 96, Décembre 2004, Trimestriel.

HAVARD Jean-François : « Le 'phénomène' Cheikh Bethio THIOUNE et le djihad migratoire des étudiants sénégalais 'Thiantakones' », in *FASOPO (Fonds d'analyse des sociétés politiques)*, 2007.

JANIN Pierre, « Les émeutes de la faim : une lecture (géo-politique) du changement (social) », *Politique étrangère*, n° 2009-2, 2009.

JEANNEAU Laurent, LERNOULD Sébastien, *Les nouveaux militants*, Paris, Les Petits **matins**, 2008.

JENNAR Raoul Marc « Ces accords que Bruxelles impose à l'Afrique », in *Le Monde Diplomatique*, Février 2005.

JOHNSON G. Wesley, *Naissance du Sénégal contemporain, aux origines de la vie politique moderne (1900 – 1920)*, Préface Marc Michel, France, publié avec le concours du CNRS et du CNL, Éditions Karthala, juin 1991

KECK Margaret et SIKKINK Kathryn , *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

KEMPF Hervé, *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil, 2007 ; *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, France, Éditions Seuil, 2009 ; *L'oligarchie, c'est finit, vive la démocratie*, France, Editions Seuil, Janvier 2001

LAÏDI Zaki *La grande perturbation*, éd Flammarion, Paris, Février 2004.

LÔ Moubarak, « La gouvernance et l'efficacité des administrations publiques en Afrique subsaharienne », in GRÉGOIRE Luc – Joël, KANE Abdoulaye Racine, KACOU Alberic (dir), *L'Afrique et les défis de la gouvernance*, France, Maisonneuve & Larose, 2008.

MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996.

MATHIEU Lillian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Éditions Seuil, France, Septembre 2004.

MAYER Nonna, SIMEANT Johanna, « L'espace de l'altermondialisme » in *Revue Française de Science politique, Les ONG face aux mouvements altermondialistes*, Volume n°54. N°3, Juin 2004.

MBODJ Mamadou, « Le Sénégal entre ruptures et mutations : citoyennetés en construction », in *Le Sénégal contemporain* dirigé par Momar Coumba DIOP, Karthala, Paris, mars 2002.

MEDARD Jean François (dir), *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Paris, Éditions Karthala, 1991.

MILLMAN J, « Pauvreté ne signifie pas émigration », *Courrier international*, 8 juin 2006.

MUXEL Anne « Jeunes des années quatre vingt dix – A la recherche d'une politique sans étiquette » in Pascal PERRINEAU, *L'engagement politique – Déclin ou mutation*, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, Mayenne, Mai 1994.

NDIAYE Alfred Inis, « Le partenariat social en question – Vers de nouvelles relations de travail », in *Momar Coumba DIOP, Le Sénégal entre le local et le global*, Paris, Éditions Karthala, Paris, Septembre 2002.

NDIAYE M, *L'Éthique ceddou et la société d'accaparement, ou les conduites culturelles des Sénégalais d'aujourd'hui*, tome 2, *Les Móodu Móodu, ou l'ethos du développement au Sénégal*, Dakar, Presses universitaires de Dakar, 1998.

NIANG Kally, in « Dossier : Zoom sur les « Thiantacounes » Milice ou « Dahira », Entretien in *L'Observateur*, 05/01/2008.

NJINKEU Dominique, *L'Afrique et les défis de l'OMC*, éd Karthala, Paris, 2004.

OLLITRAULT Sylvie, « Les écologistes français, des experts en action », in *Revue française de science politique*, Vol. 5 , 2001.

OLSON Mancur, *The logic of collective action – Public goods and the theory of groups*, Cambridge – Massachusetts, Harvard University Press, 1965,

OTAYEK, René «Vu d'Afrique ». Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré», *Revue internationale de politique comparée*, vol.9, no.2, 2002.

PERROT Sandrine et MALAQUAIS Dominique, « Penser l'Afrique à l'aune des globalisations émergentes », in *Politique Africaine*, Sommaire Dossier, *Afrique, la globalisation par les Suds*, N°113, mars 2009.

POULANTZAS Nicos, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974.

POULIGNY Béatrice, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une "internationale civile" », *Critique internationale*, 13, 2001.

REYNAUD Emmanuel, « Le militantisme moral » in *La sagesse et le désordre - France 1980*, (dir) de Henry MENDRAS, NRF éditions Gallimard, Mayenne, Juillet 1984.

ROCHE Christian, *Le Sénégal à la conquête de son indépendance 1939-1960*, Karthala, Collection dirigée par Jean COPANS, Hommes et Sociétés, Mai 2001.

SCHMITZ Jean, « Migrants ouest-africains : miséreux, aventuriers ou notables ? – Introduction au thème Migrants ouest-africains vers l'Europe : Historicité et espaces moraux », in *Politique africaine*, No 119, Mars 2008, Trimestriel.

SECK Cheikh Yérim, « Sénégal : les inondations de trop », in *Jeune Afrique*, 11/09/2009.

SIMÉANT Johanna, « "Économie morale" et action collective dans les Afriques. Valeur heuristique et usages d'un concept », communication au colloque « Lutter dans les Afriques », Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 22-23 janvier 2010.

STIGLITZ Joseph E. *La grande désillusion*, traduit de l'anglais par Paul CHEMLA, éd Fayard, France, 2002.

STIGLITZ Joseph. E, *Quand le capitalisme perd la tête*, éd WW. Norton New York, traduit de l'anglais par Paul CHEMLA, éd Fayard, Paris, 2005.

TINE Alioune *Communiqué de presse du Président de la RADDHO*, 30 mars 2008.

TOURAINÉ Alain, *La parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1985.

WEBER Max, *Économie et société*, France, Plon, 1959.

YOUNG. C, « In Search of Civil Society », in HARBESON, J. W., D. ROTHCHILD & N. CHAZAN (Dir.), *Civil Society and the State in Africa*, Boulder & London: Lynne Rienner, 1994.

ZIEGLER Jean, Rapport 2006 du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, 16 mars 2006, E/CN.4/2006/44.